



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES À DÉCLARATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.214-39 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIF À LA GESTION DES EAUX PLUVIALES
DU PARC D'ACTIVITÉS TERTIAIRES « CÔTÉ SUD » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
CARPIQUET**

**Le Préfet du Calvados
Chevalier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code civil et notamment son article 640 ;
- VU** l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris et préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine et des cours d'eau côtiers normands ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2013 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orne aval – Seullès (SAGE) ;
- VU** le décret du Président de la République du 11 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Philippe COURT, préfet du Calvados, à compter du 6 janvier 2020 ;
- VU** l'arrêté du Premier Ministre en date du 8 septembre 2016 portant nomination de M. Laurent MARY, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados à compter du 21 septembre 2016 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 août 2021 donnant délégation de signature à monsieur Laurent MARY ;
- VU** l'arrêté du directeur départemental des territoires et de la mer du 10 août 2021 portant subdélégation de signature à madame Sophie GIACOMAZZI cheffe de service eau et biodiversité, à monsieur Quentin CATHRIN-HAMELIN adjoint à la cheffe de service eau et biodiversité et à monsieur Paul COLIN responsable de la mission « animation territoriale et coordination » ;
- VU** le dossier de déclaration n° 14-2017-00345 déposé le 26 décembre 2017 par FONCIERE BERTIN, relatif à la gestion des eaux pluviales du parc d'activités tertiaires « côté sud » sur le territoire de la commune de Carpiquet ;
- VU** le récépissé de déclaration n°14-2017-00345 délivré le 8 janvier 2018 à FONCIERE BERTIN ;
- VU** la demande de FONCIERE BERTIN en date du 1^{er} décembre 2021 de proroger la durée de validité de la déclaration n°14-2017-00345 en application de l'article R.214-39 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de FONCIERE BERTIN au projet d'arrêté soumis par courrier en date du 6 décembre 2021 ;
- CONSIDÉRANT** que la déclaration n°14-2017-00345 a cessé de faire effet le 26 décembre 2020 conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que la prorogation du délai suscité ne remet pas en cause les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – Prorogation de la durée de validité de la déclaration

La déclaration n°14-2017-00345 déposée le 26 décembre 2017 par FONCIERE BERTIN, relatif à la gestion des eaux pluviales du parc d'activités tertiaires « côté sud » sur le territoire de la commune de Carpiquet, cessera de produire effet si le projet n'a pas été réalisé avant le 26 décembre 2023 en application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement.

Article 2 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas FONCIERE BERTIN de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 3 - Publication, notification et information des tiers

Le présent arrêté est notifié à FONCIERE BERTIN.

Il est affiché à la mairie de Carpiquet pendant un mois au moins.

Le président de la commission locale de l'eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orne aval – Seulles reçoit également copie du présent arrêté de prescriptions spécifiques.

Le présent arrêté est mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Calvados pendant six mois au moins.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté de prescriptions spécifiques est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Caen conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre (4) mois à compter de son affichage en mairie ou de sa publication,
- par FONCIERE BERTIN dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

Dans le même délai de deux (2) mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux (2) mois sur la demande de recours emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de la justice administrative.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CAEN, le 30 décembre 2021

Pour le préfet et par délégation,

Le responsable de la Mission
Animation territoriale et coordination



Paul COLIN